

Rapport financier consolidé

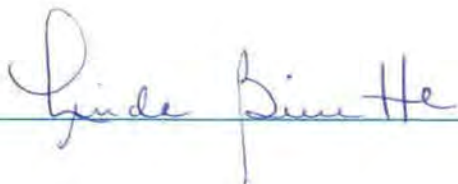
Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Linda Binette, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Pointe-Calumet pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature

Handwritten signature of Linda Binette in blue ink, written over a horizontal line.

Date 8 juillet 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	40
Analyse des charges consolidées	52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Municipalité de Pointe-Calumet

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de Municipalité de Pointe-Calumet (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.

Laval, 8 juillet 2025

CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A119220

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	7 149 667	7 225 171	6 500 213
Compensations tenant lieu de taxes	2	97 602	85 034	97 064
Quotes-parts	3	1 303 654		
Transferts	4	555 010	22 326 510	689 453
Services rendus	5	359 701	424 594	412 602
Imposition de droits	6	362 500	615 077	319 877
Amendes et pénalités	7	91 225	72 793	74 107
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	202 000	244 053	224 143
Autres revenus	10		233 413	83
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	10 121 359	31 226 645	8 317 542
Charges				
Administration générale	14	1 427 027	1 493 203	1 316 378
Sécurité publique	15	3 370 760	2 122 681	2 188 968
Transport	16	1 535 397	1 798 662	1 752 715
Hygiène du milieu	17	1 213 128	1 749 845	1 695 908
Santé et bien-être	18	13 683	4 570	5 260
Aménagement, urbanisme et développement	19	338 606	282 880	278 023
Loisirs et culture	20	1 128 816	1 212 209	1 174 455
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	402 444	340 312	199 637
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	9 429 861	9 004 362	8 611 344
Excédent (déficit) lié aux activités	25	691 498	22 222 283	(293 802)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		15 049 408	15 343 210
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		15 049 408	15 343 210
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		37 271 691	15 049 408

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	980 717	693 811
Débiteurs (note 5)	2	3 405 368	2 426 916
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	11 946	
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	4 398 031	3 120 727
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	19 858 140	29 023 575
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 582 867	1 668 118
Revenus reportés (note 11)	12	74 451	71 432
Dette à long terme (note 12)	13	9 281 615	9 507 940
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		8 642
Autres passifs (note 14)	15		
	16	32 797 073	40 279 707
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(28 399 042)	(37 158 980)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	65 500 902	51 940 351
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	21 425	21 425
Stocks de fournitures	20	59 289	51 735
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	89 117	194 877
	23	65 670 733	52 208 388
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	37 271 691	15 049 408
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	37 271 691	15 049 408
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	37 271 691	15 049 408

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	691 498	22 222 283	(293 802)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	14 549 840)(	7 265 943)
Produit de cession	3		201 635	83
Amortissement	4	963 864	989 285	1 024 993
(Gain) perte sur cession	5		(201 635)	(83)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		4	
	8	963 864	(13 560 551)	(6 240 950)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(7 554)	6 917
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		105 760	47 017
	13		98 206	53 934
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 655 362	8 759 938	(6 480 818)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(37 158 980)	(30 678 162)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(37 158 980)	(30 678 162)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(28 399 042)	(37 158 980)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	22 222 283	(293 802)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	989 285	1 024 993
Autres			
▪ Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	3.1	(201 635)	(83)
▪ Transfert dans le cadre d'opération de restructuration	3.2	4	
	4	23 009 937	731 108
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(978 452)	(11 081)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 914 749	703 043
Revenus reportés	8	3 019	(187 076)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(20 588)	(16 649)
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(7 554)	6 917
Autres actifs non financiers	12	105 760	47 017
	13	24 026 871	1 273 279
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(14 549 840)	(7 265 943)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	201 635	83
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(14 348 205)	(7 265 860)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		204 606
	23		204 606
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	571 600	5 000 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(797 925)	(1 075 566)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(9 165 435)	2 127 341
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		5
Autres			
▪	28.1		
	29	(9 391 760)	6 051 780
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	286 906	263 805
Solde déjà établi	31	693 811	430 006
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	693 811	430 006
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	980 717	693 811

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Pointe-Calumet est un organisme municipal existant en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les "états financiers") de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les "normes comptables").

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

s/o

b) Partenariats

- Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes	4.939% (a)
- Régie de Traitement des eaux usées de Deux-Montagnes	1,2215%
- Régie de Police du Lac des Deux-Montagnes:	12,03 %

(a) Le 10 avril 2024, la Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes a été dissoute.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité et ses organismes contrôlés doivent faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

D) Passifs

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

	Taux
Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Améliorations locatives	4 et 10 ans
Véhicules	5, 7 et 10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charge à l'état consolidé résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

F) Revenus

Constatation de revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement. Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêt sont constatés en fonction du temps écoulé.

G) Avantages sociaux futurs

Municipalité de Pointe-Calumet

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régie de Police du Lac des Deux-Montagnes

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Régime de retraite à prestations déterminées

Pour chacun des régimes, la charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs. Cette méthode est prescrite par le chapitre SP3250 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnées le 5 décembre 2014 ("la Loi RRSMD"). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires, car celui-ci doit être fait de façon globale, par régime, sans établir de volets distincts.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, et des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi RRSMD.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi RRSMD. Selon les recommandations du MAMH, puisque les principaux effets découlant de la Loi RRSMD ont tous été reflétés lors d'exercices financiers précédents, il n'est plus nécessaire de compléter la note 8 au bas de la Page S11-4 sur les effets de la loi RRSMD. Plus de détails sont fournis, s'il y a lieu, dans la "Section 3 - Commentaires sur les résultats" du Rapport sur la comptabilité des avantages sociaux futurs des régimes de retraites à prestations déterminées auxquels participent les employés de la Régie de Police du Lac de Deux-Montagnes pour l'année financière en cours.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre de l'année financière en cours selon la méthode suivante: valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte. Lorsqu'une variation de la provision pour moins-value découle d'un gain ou d'une perte actuariel, ce gain ou cette perte pourrait être constaté immédiatement plutôt qu'amorti sur les exercices subséquents, afin de contrebalancer l'effet de la variation de la provision pour moins-value dans les résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le coût des services passés, s'il y a lieu, doit être constaté entièrement dans l'exercice au cours duquel la modification est apportée ou la décision est rendue à cet effet. Toutefois, lorsqu'une modification donne lieu à une augmentation de l'obligation au titre des prestations constituées, ce coût est compensé par la constatation de gains actuariels nets non amortis jusqu'à concurrence du coût des services passés. Cette constatation se fait alors en partant des gains actuariels non amortis les plus anciens et en remontant dans le temps jusqu'à ce que le montant net à constater à l'encontre du coût des services passés soit atteint, le cas échéant. Inversement, lorsqu'une modification donne lieu à une diminution de l'obligation au titre des prestations constituées et qu'il existe des pertes actuarielles nettes non amorties, ces dernières doivent aussi être constatées immédiatement, et ce, de façon similaire.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme:

- Régie de Police du lac des Deux-Montagnes:

La mesure qui consistait à affecter aux DCTP la totalité ou une partie du coût des services passés découlant d'une modification de régime ou de la perte déterminée lors d'un règlement ou d'une compression de régime, ne peut plus être utilisée à compter de 2020. Cette décision s'applique également au solde des DCTP découlant de l'utilisation antérieure de la mesure d'allègement, à l'exception des régimes pour lesquels le coût des services passés est associé à un déficit initial. Le montant affecté aux DCTP relatif aux avantages sociaux futurs est relié au coût des services passés qui découle de la création de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes en 2015, et est donc exempt du retrait de la mesure d'allègement. Ce montant est amorti sur la DMERCA des salariés actifs touchés en date de la création, soit 17,75.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La municipalité comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la municipalité sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

La municipalité détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

s/o

3. Modification de méthodes comptables

Au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la municipalité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribués à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	441 038	239 747
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	539 679	456 949
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	980 717	696 696
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	2 885)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	980 717	693 811
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	879 747	696 696
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	844 484	731 878
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 507 565	941 096
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	303 678	197 996
Organismes municipaux	13	90 463	27 298
Autres			
▪	14.1	659 178	528 648
	15	3 405 368	2 426 916
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 174 729	697 594
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 174 729	697 594
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 507 565	941 096
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26		
	27	1 507 565	941 096

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	
Autres placements	36	
	37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	
Autres		
-	41.1	
	42	

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose d'une marge de crédit de 700 000\$ portant intérêt au taux préférentiel (5,45%; 7,2% au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement. Cette marge est utilisée pour les opérations courantes de la municipalité. Au 31 décembre 2024, la marge est inutilisée.

De plus, la municipalité bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 29 461 500\$ (45 988 963\$ au 31 décembre 2023) portant intérêt au taux préférentiel et au taux préférentiel moins 0,3% (5,15% à 5,45%; 6,9% à 7,2% au 31 décembre 2023) et renouvelable à différentes dates entre août 2027 et octobre 2039.

La municipalité dispose également d'une lettre de garantie d'un montant autorisé de 230 644\$ (230 644\$ au 31 décembre 2023) et portant intérêt au taux préférentiel majoré de 5% (12,45%; 12,45% au 31 décembre 2023). Au 31 décembre 2024, cette lettre n'est pas utilisée.

Les partenariats bénéficient également de facilité de crédit:

La Régie de Police du Lac des Deux-Montagnes dispose d'un emprunt bancaire autorisé de 750 000\$ portant intérêt au taux préférentiel (5,45%, 7,2% au 31 décembre 2023), renouvelable au 30 juin 2024. Au 31 décembre 2024, l'emprunt bancaire est inutilisé.

La Régie de Traitement des eaux usées de Deux-Montagnes dispose de facilités de crédit autorisées de 800 000\$ qui portent intérêts au taux préférentiel (5,45%; 7,2% au 31 décembre 2023). Ces facilités de crédit sont renouvelables annuellement. Au 31 décembre 2024, la marge de crédit était utilisées à la hauteur de 0\$ (105 950\$ au 31 décembre 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Créiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	3 030 233	630 521
Salaires et avantages sociaux	44	428 106	354 552
Dépôts et retenues de garantie	45	6 176	560 209
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette à long terme	47.1	118 352	122 836
	48	3 582 867	1 668 118

Note**11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	74 451	71 432
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪	62.1		
	63	74 451	71 432

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	5,25	2026	2044	64	9 041 000	9 180 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67	240 615	327 840
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	9 281 615	9 507 940
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	()
					72	9 281 615	9 507 940

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		686 700		54 495	741 195
2026	74		711 200		54 990	766 190
2027	75		663 300		27 270	690 570
2028	76		511 500		27 810	539 310
2029	77		458 900		28 665	487 565
2030 et plus	78		6 009 400		47 385	6 056 785
	79		9 041 000		240 615	9 281 615
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		9 041 000		240 615	9 281 615

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	11 946	(8 642)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	11 946	(8 642)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	66 849	78 668
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	116 695	111 426
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89		
	90	183 544	190 094

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 (	)(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	13 801 633			13 801 633
Eaux usées	102	1 287 099	563		1 287 662
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	5 077 704			5 077 704
Autres					
▪ Endiguement, parcs, etc	104.1	20 385 834	124 562		20 510 396
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	3 128 280	23 824		3 152 104
Améliorations locatives	107	51 880	801		52 681
Véhicules	108	1 275 132	74 942	2 345	1 347 729
Ameublement et équipement de bureau	109	679 286	47 853		727 139
Machinerie, outillage et équipement divers	110	1 242 000	80 499		1 322 499
Terrains	111	99 670			99 670
Autres	112		8 892		8 892
	113	47 028 518	361 936	2 345	47 388 109
Immobilisations en cours	114	34 884 607	14 187 904		49 072 511
	115	81 913 125	14 549 840	2 345	96 460 620
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	9 611 318	195 382		9 806 700
Eaux usées	117	740 845	19 152		759 997
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	2 268 748	183 597		2 452 345
Autres					
▪	119.1	13 456 157	299 643		13 755 800
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 644 557	78 635		1 723 192
Améliorations locatives	122	27 376	5 734		33 110
Véhicules	123	957 590	83 333		1 040 923
Ameublement et équipement de bureau	124	671 224	27 199		698 423
Machinerie, outillage et équipement divers	125	594 959	96 610	2 341	689 228
Autres	126				
	127	29 972 774	989 285	2 341	30 959 718
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	51 940 351			65 500 902
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	21 425	21 425
	135	21 425	21 425
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	21 425	21 425

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪	143.1	31 971	176 060
Autres			
▪	144.1	57 146	18 817
	145	89 117	194 877

Note**19. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, d'après des contrats de déneigement, de cueillette, transport des matières résiduelles et d'entretien échéant à diverses dates jusqu'en octobre 2027, à verser une somme totale de 1 795 751\$. De plus, les partenariats se sont engagés dans divers contrats et baux échéant jusqu'en 2027. La quote-part totale des obligations revenant à la municipalité est de 149 514\$. Les versements reliés à ces engagements se répartissent comme suit pour les 4 prochaines années :

2025	657 987\$
2026	640 294\$
2027	577 975\$
2028	272 151\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

De plus, un partenaire s'est engagé en vertu d'appels d'offres pour l'acquisition d'équipements véhiculaires pour 3 véhicules. Le solde de ces engagements s'établit à 60 815\$ et est exigible au cours du prochain exercice.

20. Droits contractuels

s/o

21. Passifs éventuels

s/o

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

Subséquentement aux inondations de mai 2017 et d'avril 2019, la municipalité a obtenu, des autorités gouvernementales, les autorisations afin de procéder au rehaussement et au confortement des ouvrages de protection contre les inondations pour l'ensemble de son territoire. L'ensemble des ouvrages doivent être réalisés en 2025 et devraient totaliser environ 45 000 000\$ dont 34 632 832 \$ (29 972 576 \$ au 31 décembre 2023) sont réalisés au 31 décembre 2024.

De plus, la Municipalité a débuté en 2021, un processus d'expropriation de propriétés et de servitudes pour la construction d'un ouvrage de protection contre les inondations entre la 25e avenue et la 32e avenue. A ce jour, aucun montant n'est comptabilisé pour les rachats des propriétés et servitudes visées puisque des négociations sont toujours en cours.

22. Actifs éventuels

s/o

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

s/o

24. Redressement aux exercices antérieurs

s/o

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La municipalité est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la municipalité.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la municipalité est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la municipalité analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la municipalité représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	\$	\$
Actifs financiers en souffrance		
Moins de un an	946 616 \$	915 779 \$
Entre un an et deux ans	193 487 \$	81 957 \$
Entre deux et trois ans	6 559 \$	9 618 \$
Plus de trois ans		
Sous-total	1 146 662 \$	1 007 354 \$
Moins : provision pour créances douteuses		
Total	1 146 662 \$	1 007 354 \$

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme alors que les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la municipalité est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La municipalité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la municipalité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La municipalité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	3 582 867 \$			
Emprunts temporaires	19 858 140 \$			
Dette à long terme	1 099 908 \$	2 101 950 \$	1 584 974 \$	8 121 205 \$
Autres passifs	0 \$			
Total	24 540 915 \$	2 101 950 \$	1 584 974 \$	8 121 205 \$

26. Événements subséquents

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	6 500 213	7 149 667	7 225 171			7 225 171
Compensations tenant lieu de taxes	2	97 064	97 602	85 034			85 034
Quotes-parts	3						
Transferts	4	642 838	555 010	563 560		13 279	576 839
Services rendus	5	354 313	306 350	378 986		45 608	424 594
Imposition de droits	6	319 877	362 500	615 077			615 077
Amendes et pénalités	7	2 425	1 000			72 793	72 793
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	224 135	202 000	228 980		15 073	244 053
Autres revenus	10			232 738		675	233 413
Effet net des opérations de restructuration	11			2 318			
	12	8 140 865	8 674 129	9 331 864		147 428	9 476 974
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	31 959		21 749 671			21 749 671
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20			330 235			
	21	31 959		22 079 906			21 749 671
	22	8 172 824	8 674 129	31 411 770		147 428	31 226 645
Charges							
Administration générale	23	1 156 455	1 303 107	1 334 714	35 256	123 233	1 493 203
Sécurité publique	24	2 062 650	2 023 518	2 082 800	134 688	(94 807)	2 122 681
Transport	25	1 485 656	1 535 397	1 572 097	226 565		1 798 662
Hygiène du milieu	26	1 282 351	1 204 096	1 351 565	393 935	30 637	1 749 845
Santé et bien-être	27	5 260	13 683	4 570			4 570
Aménagement, urbanisme et développement	28	276 337	338 606	281 194	1 686		282 880
Loisirs et culture	29	1 010 773	1 128 816	1 063 258	148 951		1 212 209
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	199 098	402 444	340 937		(625)	340 312
Effet net des opérations de restructuration	32					306 261	
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	963 864	963 864	941 081	(941 081)		
	34	8 442 444	8 913 531	8 972 216		364 699	9 004 362
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(269 620)	(239 402)	22 439 554		(217 271)	22 222 283

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(269 620)	(239 402)	22 439 554 (217 271)	22 222 283
Moins : revenus d'investissement	2	31 959		22 079 906	21 749 671
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(301 579)	(239 402)	359 648 (217 271)	472 612
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	963 864	963 864	941 081 48 204	989 285
Produit de cession	5			200 960 675	201 635
(Gain) perte sur cession	6			(200 960) (675)	(201 635)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	963 864	963 864	941 081 48 204	989 285
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	714 492	760 959	753 525	753 525
	18	(714 492)	(760 959)	(753 525)	(753 525)
Affectations					
Activités d'investissement	19			104 941	54 715
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	176 500			
Excédent de fonctionnement affecté	21	212 125	45 956	45 956	45 956
Réserves financières et fonds réservés	22	(94 199)	(9 459)	(9 459)	(7 230)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(5 973)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				(5 973)
	25	294 426	36 497	(68 444)	(67 918)
	26	543 798	239 402	119 112	(19 714)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	242 219		478 760 (236 985)	572 010

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	31 959	22 079 906		21 749 671
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	4 819)(	20 270)(	) (	20 270)
Sécurité publique	3 (	6 416 287)(	11 991 526)(	63 811)(	12 055 337)
Transport	4 (	566 523)(	1 428 175)(	) (	1 428 175)
Hygiène du milieu	5 (	21 668)(	1 000 115)(	) (	1 000 115)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	1 335)(	) (	1 335)
Loisirs et culture	8 (	213 814)(	44 608)(	) (	44 608)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	7 223 111)(	14 486 029)(	63 811)(	14 549 840)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	) (	) (	) (	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 000 000	571 600		571 600
Affectations					
Activités de fonctionnement	15		104 941	54 715	159 656
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	261 906			
Excédent de fonctionnement affecté	17			34 825	34 825
Réserves financières et fonds réservés	18		8 551		8 551
	19	261 906	113 492	89 540	203 032
	20	(1 961 205)	(13 800 937)	25 729	(13 775 208)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 929 246)	8 278 969	25 729	7 974 463

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2023	2024	2024
		Administration	Administration	Organismes	Total
		municipale	municipale	contrôlés et	consolidé ¹
				partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	392 944	642 283	338 434	980 717
Débiteurs (note 5)	2	2 370 682	3 290 504	114 864	3 405 368
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6			11 946	11 946
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	2 763 626	3 932 787	465 244	4 398 031
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	29 023 575	19 858 140		19 858 140
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 366 246	3 229 443	353 424	3 582 867
Revenus reportés (note 11)	12	71 432	72 853	1 598	74 451
Dette à long terme (note 12)	13	9 507 940	9 281 615		9 281 615
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	39 969 193	32 442 051	355 022	32 797 073
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(37 205 567)	(28 509 264)	110 222	(28 399 042)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	51 410 312	65 259 203	241 699	65 500 902
Propriétés destinées à la vente (note 16)	19	21 425	21 425		21 425
Stocks de fournitures	20	51 735	59 289		59 289
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	183 598	70 404	18 713	89 117
	23	51 667 070	65 410 321	260 412	65 670 733
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	38 059	444 620	173 765	618 385
Excédent de fonctionnement affecté	25	689 352	740 487		740 487
Réserves financières et fonds réservés	26	267 372	268 280	2 193	270 473
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (	) (	47 023) (	47 023)
Financement des investissements en cours	28	(29 154 491)	(21 751 066)		(21 751 066)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	42 621 211	57 198 736	241 699	57 440 435
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	14 461 503	36 901 057	370 634	37 271 691
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	1	2 160 964	2 207 702	2 207 702	2 117 029
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	1				
Autres	1	448 414	436 786	436 786	419 461
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	8				
Autres services	8				
Autres biens et services	8	2 784 643	2 784 204	2 768 777	2 811 802
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	397 134	339 539	339 549	196 472
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				15
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	5 310	1 398	763	3 150
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 950 575	2 071 270	2 071 266	1 860 363
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	85 564	88 119	88 119	89 435
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	963 864	941 081	989 285	1 024 992
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
■	21.1	117 063	102 117	102 115	88 625
	22	8 913 531	8 972 216	9 004 362	8 611 344

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	618 385	116 971
Excédent de fonctionnement affecté	2	740 487	689 352
Réserves financières et fonds réservés	3	270 473	299 322
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	47 023)(	52 996)
Financement des investissements en cours	5	(21 751 066)	(29 154 491)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	57 440 435	43 151 250
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	37 271 691	15 049 408
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	444 620	38 059
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	173 765	78 912
	11	618 385	116 971
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪	12.1	740 487	689 352
	13	740 487	689 352
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	740 487	689 352

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	201 872	157 667
Organismes contrôlés et partenariats	22	2 193	29 788
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	9 566	9 566
Organismes contrôlés et partenariats	26		2 162
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29		
Autres			
▪ Évaluation et élections	30.1	56 842	100 139
	31	270 473	299 322
	32	270 473	299 322

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	38 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	47 023)(
	39 (	52 996)
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	47 023)(
		52 996)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(
Autres		
▪	55.1 (	)(
	56 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	47 023)(
		52 996)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65 (	21 751 066)(	29 154 491)
	66	(21 751 066)	(29 154 491)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	65 500 902	51 940 351
Propriétés destinées à la revente	68	21 425	21 425
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	65 522 327	51 961 776
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	65 522 327	51 961 776
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	75 (	9 281 615)(	9 507 940)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	)	)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	1 174 729	697 594
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	24 994	(180)
	80 (	8 081 892)(	8 810 526)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)	)
	82 (	8 081 892)(	8 810 526)
	83	57 440 435	43 151 250

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(8 642)	(25 291)
Charge de l'exercice	4 (	66 849)(	78 668)
Cotisations versées par l'employeur	5	87 437	95 317
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	11 946	(8 642)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	5 546 912	5 030 550
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	5 546 912)(	5 030 550)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	11 946	(8 642)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	11 946	(8 642)
Provision pour moins-value	12 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	11 946	(8 642)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	)(	)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	)(	)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	150 346	167 122
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	150 346	167 122
Cotisations salariales des employés	21 (	81 845)(	88 327)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	68 501	78 795
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(1 017)	(635)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	67 484	78 160
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	313 274	284 806
Rendement espéré des actifs	32 (	313 909)(	284 298)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(635)	508
Charge de l'exercice	34	66 849	78 668

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	547 371	373 132
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	313 909)(	284 297)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	233 462	88 835
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	684 754	391 179
DMERCA du nouveau volet	45	17	
DMERCA de l'ancien volet	46	11	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	27	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,40 %	6,26 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,26 %	6,09 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,03 %	2,03 %
Autres hypothèses économiques			
•	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 (	)(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)(
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84 (	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	116 695	111 426
	110	116 695	111 426

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 231 832	5 272 539	4 992 723
Taxes spéciales				
Service de la dette	3			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	5 231 832	5 272 539	4 992 723
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	347 558	374 248	345 815
Égout	13	82 175	87 741	85 902
Traitement des eaux usées	14	9 032	9 055	5 221
Matières résiduelles	15	683 060	686 564	615 240
Autres				
■	16.1	291 304	291 025	294 620
Centres d'urgence 9-1-1	17	33 600	34 992	31 617
Service de la dette	18	471 106	469 007	129 075
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 917 835	1 952 632	1 507 490
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 917 835	1 952 632	1 507 490
	27	7 149 667	7 225 171	6 500 213

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	602	602	602
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	9 000	6 754	8 906
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	88 000	77 678	87 556
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	97 602	85 034	85 034
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	97 602	85 034	85 034
				97 064

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48		13 279	11 631
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51	(3 707)	(3 707)	40 207
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53			2 054
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			239 307
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69	180 800	183 187	205 433
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	22 000	5 003	27 670
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	26 300	28 534	27 206
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	229 100	213 017	226 296
				553 508

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2024	2024	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			3 025
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91	60 374	60 374	
Sécurité civile	92			
Autres	93	19 873 447	19 873 447	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	1 769 570	1 769 570	
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126	46 280	46 280	31 959
Réseau d'électricité	127			
	128	21 749 671	21 749 671	34 984

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129	24 633	24 633	
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	325 910	325 910	100 961
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	325 910	350 543	100 961
TOTAL DES TRANSFERTS	140	555 010	22 313 231	689 453

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	35 000	111 205	111 205
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	35 000	111 205	97 165
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	35 000	111 205	111 205
				97 165

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	27 000	22 846	32 874
	188	27 000	22 846	32 874
Sécurité publique				
Police	189		45 608	58 289
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	22 000	11 457	20 113
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194	22 000	11 457	57 065
				78 402
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	10 983	10 983	
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	10 983	10 983	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204	30 000	45 351	16 000
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207	10 000	8 000	22 533
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209	30 475	26 460	29 325
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	70 475	79 811	67 858

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	150 875	142 008	142 008
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	1 000	676	676
Autres	227			
	228	151 875	142 684	142 684
				136 303
Réseau d'électricité	229			
	230	271 350	267 781	313 389
				315 437
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	306 350	378 986	424 594
				412 602

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	232	12 500	21 825	21 825	10 095
Droits de mutation immobilière	233	350 000	593 252	593 252	309 782
Droits sur les carrières et sablières	234				
Autres	235				
	236	362 500	615 077	615 077	319 877
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	1 000		72 793	74 107
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	238				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	202 000	228 980	244 053	224 143
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		200 960	201 635	83
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243				
Contributions des promoteurs	244				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245				
Contributions des organismes municipaux	246				
Autres contributions	247				
Redevances réglementaires	248				
Autres	249		31 778	31 778	
	250		232 738	233 413	83
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	206 287	208 419		208 419	208 419	209 362
Greffé et application de la loi	2	338 742	329 615		329 615	329 615	331 225
Gestion financière et administrative	3	329 490	332 991		332 991	456 224	412 192
Évaluation	4	151 555	147 858		147 858	147 858	67 439
Gestion du personnel	5	21 750	31 424		31 424	31 424	5 502
Autres							
"	8.1	255 283	284 407	35 256	319 663	319 663	290 658
	7	1 303 107	1 334 714	35 256	1 369 970	1 493 203	1 316 378
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 422 137	1 411 526		1 411 526	1 316 719	1 394 295
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	406 849	489 987	87 408	577 395	577 395	569 286
Sécurité civile	11	138 133	120 640	47 280	167 920	167 920	159 948
Autres	12	56 399	60 647		60 647	60 647	65 439
	13	2 023 518	2 082 800	134 688	2 217 488	2 122 681	2 188 968
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	906 617	967 778	226 565	1 194 343	1 194 343	1 160 485
Enlèvement de la neige	15	314 994	301 969		301 969	301 969	282 891
Éclairage des rues	16	36 000	25 570		25 570	25 570	48 154
Circulation et stationnement	17	28 656	27 151		27 151	27 151	21 637
Transport collectif							
Transport en commun	18	249 130	249 629		249 629	249 629	239 548
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 535 397	1 572 097	226 565	1 798 662	1 798 662	1 752 715

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	8 320	14 112		14 112	9 028
Réseau de distribution de l'eau potable	24	277 979	373 788	196 588	570 376	504 177
Traitement des eaux usées	25	11 699	10 201		10 201	33 113
Réseaux d'égout	26	92 175	52 313	159 907	212 220	250 500
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	213 979	207 363		207 363	206 275
Élimination	28	190 624	204 550		204 550	183 763
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	137 872	114 016	3 044	117 060	122 435
Tri et conditionnement	30	15 770	90 134		90 134	51 119
Matières organiques						
Collecte et transport	31	103 565	100 475		100 475	93 298
Traitement	32	59 426	62 408		62 408	62 380
Matériaux secs	33	92 687	122 205	34 396	156 601	179 820
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	1 204 096	1 351 565	393 935	1 745 500	1 695 908
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41					
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	13 683	4 570		4 570	5 260
	45	13 683	4 570		4 570	5 260

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	311 420	252 482	1 686	254 168	252 132
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	27 186	28 712	28 712	28 712	25 891
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52					
	53	338 606	281 194	1 686	282 880	278 023
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	288 478	262 215	37 491	299 706	328 601
Patinoires intérieures et extérieures	55	34 856	30 937	4 180	35 117	25 088
Piscines, plages et ports de plaisance	56	82 602	69 762	6 282	76 044	92 211
Parcs et terrains de jeux	57	349 138	330 727	98 928	429 655	388 316
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60	79 000	77 521		77 521	50 667
	61	834 074	771 162	146 881	918 043	884 883
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	50 000	40 766		40 766	48 590
Bibliothèques	63	244 742	251 330	2 070	253 400	240 982
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66					
	67	294 742	292 096	2 070	294 166	289 572
	68	1 128 816	1 063 258	148 951	1 212 209	1 174 455

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2024	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
	69						
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
FRAIS DE FINANCEMENT							
	70	314 532	318 855		318 855	318 825	189 810
Dettes à long terme							
Intérêts		82 602	20 684		20 684	20 724	6 677
Autres frais	71						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72					(635)	508
Autres	73	5 310	1 398		1 398	1 398	2 642
	74	402 444	340 937		340 937	340 312	199 637
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS							
	76	963 864	941 081 (	941 081)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2	972 683	972 683	
Usines et bassins d'épuration	3			619
Conduites d'égout	4	27 432	1 703	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	97 291	97 291	335 727
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	10 073	10 073	158 577
Autres infrastructures	11	11 955 243	11 955 243	6 584 533
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 314 099	1 314 099	
Édifices communautaires et récréatifs	14	6 618	6 618	139 454
Améliorations locatives	15		801	2 285
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		74 942	31 820
Ameublement et équipement de bureau	18	22 091	25 339	8 445
Machinerie, outillage et équipement divers	19	80 499	91 048	4 483
Terrains	20			
Autres	21			
	22	14 486 029	14 549 840	7 265 943

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2	972 683	972 683	
Usines et bassins d'épuration	3			619
Conduites d'égout	4	27 432	1 703	
Autres infrastructures	5	12 062 607	12 062 607	7 078 837
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	1 423 307	1 512 847	186 487
	12	14 486 029	14 549 840	7 265 943

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	5 428 165		203 026	5 225 139
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 386 388		500 434	2 885 954
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	8 814 553		703 460	8 111 093
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	697 594	571 600	94 465	1 174 729
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	697 594	571 600	94 465	1 174 729
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	14				
	15	697 594	571 600	94 465	1 174 729
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
	16				
Autres	17				
	18	697 594	571 600	94 465	1 174 729
	19	9 512 147	571 600	797 925	9 285 822
Dette en cours de refinancement	20 (	)			(
Reclassement / Redressement	21	(4 207)			(4 207)
Dette à long terme	22	9 507 940	571 600	797 925	9 281 615

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	9 281 615
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres	5	
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 174 729
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres	11	
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	8 106 886
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	
Endettement net à long terme	14	8 106 886
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	74 939
Autres organismes	17	674 000
Endettement total net à long terme	18	8 855 825
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	8 855 825
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1	1 000			600
Évaluation	2	148 555	147 858	147 858	67 439
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4	1 306 740	1 294 721	1 294 721	1 270 453
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	249 130	249 629	249 629	239 548
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	202 194	260 216	260 212	205 313
Matières résiduelles	12	15 770	90 134	90 134	51 119
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	27 186	28 712	28 712	25 891
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	1 950 575	2 071 270	2 071 266	1 860 363

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	14 486 029	7 223 111
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	14 486 029	7 223 111

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	7,00	33,50	11 020,00	597 029	149 636	746 665
Professionnels	2						
Cols blancs	3	8,00	33,50	10 484,00	346 640	84 790	431 430
Cols bleus	4	67,00	40,00	30 891,00	780 042	155 622	935 664
Policiers	5						
Pompiers	6	25,00	4,00	31 834,00	289 345	33 953	323 298
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	107,00		84 229,00	2 013 056	424 001	2 437 057
Élus	9	7,00			194 646	12 785	207 431
	10	114,00			2 207 702	436 786	2 644 488

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	550 321	12 791 073	8 879 504	92 333	22 313 231
	7	550 321	12 791 073	8 879 504	92 333	22 313 231

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	1 398	2 642
	4	1 398	2 642
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	23 057	24 173
Sécurité civile	8	249 294	103 452
Autres	9		
	10	272 351	127 625
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	40 201	42 032
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	40 201	42 032
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	12 914	11 522
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matériaux résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matériaux recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	12 914	11 522
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	14 073	15 277
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	14 073	15 277
Réseau d'électricité	42		
	43	340 937	199 098

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Fontaine, Sonia	1.1 Maire	50 915	20 122	9 292	
Beauchamp, Patrick	1.2 Conseiller	13 950	6 975		
Bédard, Serge	1.3 Conseiller	13 950	6 975		
Champagne, Samuel	1.4 Conseiller	13 950	6 975		
Chartrand, Chantal	1.5 Conseiller	15 514	7 757		
Handfield, Richard	1.6 Conseiller	13 950	6 975		
Legault, Barbara	1.7 Conseiller	13 950	6 975		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

OUI

NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

450 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

☐
☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

\$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

☐
☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

\$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

\$

Ligne 3 : Autres revenus

\$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

\$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

\$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

\$

Ligne 9 : Autres charges

\$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

\$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

\$

Ligne 14 : Débiteurs

\$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

\$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

\$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

\$

Ligne 20 : Revenus reportés

\$

Ligne 21 : Dette à long terme

\$

Ligne 24 : Libres

\$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

\$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

\$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

\$

Constatés au cours de l'exercice

\$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

\$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille
 Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement
 Ligne 3 : Autres revenus
 Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille
 Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value
 Ligne 7 : Autres créances douteuses
 Ligne 9 : Autres charges
 Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie
 Ligne 13 : Placements de portefeuille
 Ligne 14 : Débiteurs
 Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement
 Ligne 16 : Provision pour moins-value
 Ligne 19 : Créanciers et charges à payer
 Ligne 20 : Revenus reportés
 Ligne 21 : Dette à long terme
 Ligne 24 : Libres
 Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts
 Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

26 _____ \$
 27 _____ \$
 28 _____ \$
 29 _____ \$
 30 _____ \$
 31 _____ \$
 32 _____ \$
 33 _____ \$
 34 _____ \$
 35 _____ \$
 36 _____ \$
 37 _____ \$
 38 _____ \$
 39 _____ \$
 40 _____ \$
 41 _____ \$
 42 _____ \$
 43 _____ \$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3^e paragraphe du 2^e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

44 ☒ ☐
 45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

46 ☒ ☐
 47 _____ 108 371 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

48 ☐ ☒
 49 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

50 ☐ ☒
 51 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

52 ☐ ☒

53 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

54 ☐ ☒

55 ☐ ☐

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

56 ☐ ☒

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

58 ☐ ☒

59 _____ \$

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice

- a) crédits de taxes

60 ☐ ☒

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

63 ☐ ☒

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?

65 ☐ ☒ X

Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?

66 ☐ ☐

Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024

67 _____ \$

12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024

68 \$

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

69 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
- Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité
 - Chaussées pavées - entretien préventif
 - Chaussées pavées - entretien palliatif
 - Chaussées en gravier - entretien préventif
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif
 - Systèmes de drainage
 - Abords de routes
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

70 _____ \$

71 _____ \$

72 _____ \$

73 _____ \$

74 _____ \$

75 _____ \$

76 _____ \$

77 _____ \$

78 _____ \$

- b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
- Dépenses relatives à l'entretien d'été

79 _____ \$

80 _____ \$

- c) Total des frais encourus admissibles

81 _____ \$

- d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :

- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 19-10-173

b) Date d'adoption de la résolution

86 2019-10-08

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 2

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 401

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

i ☒☐g ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

j ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

k ☐☒l ☐☒m ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

n ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

o ☐☒

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-07-08

Nom du signataire : Linda Binette

Fonction du signataire : Directrice des finances

Date de transmission au Ministère : 2025/07/10

Date et heure de la dernière modification : 2025-07-10 10:03

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024		Total consolidé¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement	1	8 140 865	8 674 129		9 331 864	147 428	9 476 974
Investissement	2	31 959			22 079 906		21 749 671
	3	8 172 824	8 674 129		31 411 770	147 428	31 226 645
Charges	4	8 442 444	8 913 531		8 972 216	364 699	9 004 362
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(269 620)	(239 402)		22 439 554	(217 271)	22 222 283
Moins : revenus d'investissement	6 (	31 959)(	) (		22 079 906)(	) (	21 749 671)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(301 579)	(239 402)		359 648	(217 271)	472 612
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	963 864	963 864		941 081	48 204	989 285
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9						
Remboursement de la dette à long terme	10 (	714 492)(	760 959)(		753 525)(	) (	753 525)
Affectations							
Activités d'investissement	11 (	) (	) (		104 941)(	54 715)(	159 656)
Excédent (déficit) accumulé	12	294 426	36 497		36 497	(13 203)	23 294
Autres éléments de conciliation	13						
	14	543 798	239 402		119 112	(19 714)	99 398
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	242 219			478 760	(236 985)	572 010

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024		2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	392 944	642 283	980 717	693 811
Débiteurs	2	2 370 682	3 290 504	3 405 368	2 426 916
Prêts	3				
Placements de portefeuille	4				
Autres	5			11 946	
	6	2 763 626	3 932 787	4 398 031	3 120 727
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8	29 023 575	19 858 140	19 858 140	29 023 575
Créditeurs et charges à payer	9	1 366 246	3 229 443	3 582 867	1 668 118
Revenus reportés	10	71 432	72 853	74 451	71 432
Dette à long terme	11	9 507 940	9 281 615	9 281 615	9 507 940
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12				8 642
Autres	13				
	14	39 969 193	32 442 051	32 797 073	40 279 707
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(37 205 567)	(28 509 264)	(28 399 042)	(37 158 980)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	51 410 312	65 259 203	65 500 902	51 940 351
Autres	17	256 758	151 118	169 831	268 037
	18	51 667 070	65 410 321	65 670 733	52 208 388
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	38 059	444 620	618 385	116 971
Excédent de fonctionnement affecté	20	689 352	740 487	740 487	689 352
Réserves financières et fonds réservés	21	267 372	268 280	270 473	299 322
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	) (	) (	47 023) (	52 996)
Financement des investissements en cours	23	(29 154 491)	(21 751 066)	(21 751 066)	(29 154 491)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	42 621 211	57 198 736	57 440 435	43 151 250
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	14 461 503	36 901 057	37 271 691	15 049 408

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪	1.1	740 487	689 352
	2	740 487	689 352
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	740 487	689 352
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	201 872	157 667
Organismes contrôlés et partenariats	8	2 193	29 788
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	9 566	9 566
Organismes contrôlés et partenariats	10		2 162
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13		
Autres			
▪ Évaluation et élections	14.1	56 842	100 139
	15	270 473	299 322
	16	1 010 960	988 674

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	8 106 886
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	8 855 825
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total	Total
		consolidé	consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	2 885 954	3 386 388
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	5 225 139	5 428 165
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 174 729	697 594
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10	(4 207)	(4 207)
	11	9 281 615	9 507 940

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration	Administration	Administration	Total
		municipale	municipale	municipale	consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	6 500 213	7 149 667	7 225 171	7 225 171
Compensations tenant lieu de taxes	13	97 064	97 602	85 034	85 034
Quotes-parts	14				
Transferts	15	642 838	555 010	563 560	576 839
Services rendus	16	354 313	306 350	378 986	424 594
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	322 302	363 500	615 077	687 870
Autres	18	224 135	202 000	464 036	477 466
	19	8 140 865	8 674 129	9 331 864	9 476 974
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	31 959		21 749 671	21 749 671
Autres	23			330 235	
	24	31 959		22 079 906	21 749 671
	25	8 172 824	8 674 129	31 411 770	31 226 645

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
1	1 303 107	1 334 714	35 256	1 369 970	1 493 203	1 316 378
Administration générale						
Sécurité publique						
Police	1 422 137	1 411 526		1 411 526	1 316 719	1 394 295
2						
Sécurité incendie	406 849	489 987	87 408	577 395	577 395	569 286
3						
Autres	194 532	181 287	47 280	228 567	228 567	225 387
4						
Transport						
Réseau routier	1 286 267	1 322 468	226 565	1 549 033	1 549 033	1 513 167
5						
Transport collectif	249 130	249 629		249 629	249 629	239 548
6						
Autres						
7						
Hygiène du milieu						
Eau et égout	390 173	450 414	356 495	806 909	811 254	796 818
8						
Matières résiduelles	813 923	901 151	37 440	938 591	938 591	899 090
9						
Autres						
10						
Santé et bien-être	13 683	4 570		4 570	4 570	5 260
11						
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	311 420	252 482	1 686	254 168	254 168	252 132
12						
Promotion et développement économique	27 186	28 712		28 712	28 712	25 891
13						
Autres						
14						
Loisirs et culture	1 128 816	1 063 258	148 951	1 212 209	1 212 209	1 174 455
15						
Réseau d'électricité						
16						
Frais de financement	402 444	340 937		340 937	340 312	199 637
17						
Effet net des opérations de restructuration						
18						
19	7 949 667	8 031 135	941 081	8 972 216	9 004 362	8 611 344
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés						
20	963 864	941 081 (	941 081)			
21	8 913 531	8 972 216		8 972 216	9 004 362	8 611 344

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	31 959	22 079 906		21 749 671
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	(7 223 111)	(14 486 029)	(63 811)	(14 549 840)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	()	()	()	()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	5 000 000	571 600		571 600
Affectations					
Activités de fonctionnement	5		104 941	54 715	159 656
Excédent accumulé	6	261 906	8 551	34 825	43 376
	7	(1 961 205)	(13 800 937)	25 729	(13 775 208)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(1 929 246)	8 278 969	25 729	7 974 463

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2025

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	5 353 615
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	5 353 615

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	348 484
Égout	13	76 591
Traitement des eaux usées	14	18 657
Matières résiduelles	15	685 755
Autres		
▪ Transport en commun	16.1	290 968
Centres d'urgence 9-1-1	17	33 500
Service de la dette	18	408 634
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 862 589
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 862 589
	27	7 216 204

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	
Compensations pour les terres publiques	3	747
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	8 205
Cégeps et universités	5	
Écoles primaires et secondaires	6	94 787
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	103 739

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	9	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	
Taxes d'affaires	11	
	12	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	13	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	
	15	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	
	18	
	19	103 739

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
 CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité	Assiète d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x	/100 \$				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle							
(résidentielle et autres)							
Sous-catégories résidentielles	2	757 350 424 x	0,6761/100 \$	5 120 096			
Immeubles non résidentiels	3	x	/100 \$				
Immeubles industriels	4	24 732 076 x	0,9442/100 \$	233 519			
Terrains vagues desservis	5	x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	6	x	/100 \$				
Autres	7	x	/100 \$				
Immeubles forestiers	8	x	/100 \$				
Immeubles agricoles	9	x	/100 \$				
Total	10		5 353 615 (	) (			5 353 615
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	11	x	/100 \$				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle							
(résidentielles et autres)	12	x	/100 \$				
Sous-catégories résidentielles	13	x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	14	x	/100 \$				
Immeubles industriels	15	x	/100 \$				
Terrains vagues desservis	16	x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	17	x	/100 \$				
Autres	18	x	/100 \$				
Immeubles forestiers	19	x	/100 \$				
Immeubles agricoles	20	x	/100 \$				
Total			(	) (			

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
 CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité	Assiète d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle							
(résidentielles et autres)	22	x	/100 \$				
Sous-catégories résidentielles	23	x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$				
Immeubles industriels	25	x	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$				
Autres	27	x	/100 \$				
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$				
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$				
Total	30			() ()			
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle							
(résidentielles et autres)	32	x	/100 \$				
Sous-catégories résidentielles	33	x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$				
Immeubles industriels	35	x	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$				
Autres	37	x	/100 \$				
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$				
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$				
Total	40			() ()			
Valeur locale							
imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locale	41	x	%	() ()			

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	110,00 \$
Égout	2	205,89 \$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	48,59 \$
Matières résiduelles	5	245,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description		Taux	Code	Préciser
Taxe d'eau - commerce	6.1	126,0000	4 - tarif fixe (compensation)	tarif fixe
Taxe d'eau - piscine	6.2	50,0000	4 - tarif fixe (compensation)	tarif fixe
Digues - 1er financement	6.3	153,5300	4 - tarif fixe (compensation)	tarif fixe
Transport en commun	6.4	112,0000	4 - tarif fixe (compensation)	tarif fixe
Taxe - matières résiduelles - commerce	8.5	245,0000	4 - tarif fixe (compensation)	tarif fixe
Pavage - 52e & 53e avenues	8.6	6,5113	7 - autres (préciser)	frontage
Pavage - 52e & 53e avenues	8.7	0,2396	7 - autres (préciser)	superficie

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
 RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

					Terrains vagues desservis		
					Immeubles non résidentiels	Autres	
					Immeubles industriels		Immeubles agricoles
					Immeubles non résidentiels		
Non audité	Taxes sur la valeur foncière						
	Générales	1		233 519			
	De secteur	2					
	Autres	3					
	Taxes sur une autre base						
	Taxes, compensations et tarification						
	Service de la dette	4		4 050			
	Autres	5		9 639			
	Taxes d'affaires						
	Sur la valeur locative	6					
	Autres	7					
		8		247 208			

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, les mesures fiscales suivantes?

a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM

- Pour la taxe foncière générale
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV

1 ☒☐2 ☐☒

b) Une ou des sous-catégories d'immeubles résidentiels dans la catégorie résiduelle en vertu des articles 244.64.8.1 à 244.64.8.10 LFM

- Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

3 ☐☒

c) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM

- Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

4 ☐☒

d) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et/ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM

- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

5 ☐☒

e) Division du territoire en secteurs aux fins de l'imposition de la taxe foncière générale en vertu des articles 244.64.10 à 244.65.26 LFM

- Pour chaque secteur, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

6 ☐☒

f) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels
- Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2025 :
- Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2025 :

7 ☐☒8 ☐☒9 ☐☒

10 _____ \$

11 _____ \$

g) Octroi d'un dégrèvement ou application d'une majoration en vertu des articles 253.36 à 253.53 LFM

12 ☐☒

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

- h) Imposition d'une taxe supplémentaire sur les terrains vagues non desservis dans tout périmètre d'urbanisation en vertu des articles 244.65 à 244.67 LFM

13 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total prévu en 2025

14 _____ \$

- Pour chaque taxe imposée, décrire son assiette d'application et son taux adopté.

2. Données requises aux fins du calcul du taux global de taxation

Taux unique ou taux sectoriel uniformisé

Taxe foncière générale

15 _____

Taxes spéciales

16 _____

Service de la dette

17 _____

Activités de fonctionnement

18 _____

Activités d'investissement

Taux de la catégorie/sous-catégorie résiduelle ou taux de base uniformisé

Taxe foncière générale

19 0,6761

Taxes spéciales

20 _____

Service de la dette

21 _____

Activités de fonctionnement

22 _____

Activités d'investissement

3. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?

23 ☐ ☒

4. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025 :

a) une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM

24 ☐ ☒

b) une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM

25 ☐ ☒

- Si oui, pour chaque taxe imposée, décrire sa catégorie, son assiette d'application et son taux adopté.

5. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2025 pour des exploitations agricoles enregistrées?

26 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant.

27 _____ \$

6. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)

28 _____ \$

7. Date d'adoption du budget par le conseil

29 2024-12-17

8. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)

30 8 933 922 \$

9. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget

31 671 610 \$

10. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget

32 331 158 \$

11. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget

33 (82 095) \$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ Je certifie la validité des informations du présent formulaire des Données prévisionnelles non auditées transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère des données prévisionnelles non auditées, telles que transmises, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère.

Nom du signataire : Linda Binette

Fonction du signataire : Directrice des finances

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-01-23 10:33